

# *Incidence Des Dépenses Publiques Sur La Croissance Economique En RDC (1999 A 2020)*

Bruno DINDA NZEKELE et NDUNDU BAMOLONA Léonard

UNIVERSITE PEDAGOGIQUE NATIONALE



**Résumé :** Cette étude analyse l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1999–2020, en mobilisant des outils économétriques adaptés aux données temporelles. Les résultats révèlent que les dépenses publiques exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique, aussi bien à court qu'à long terme. À court terme, une hausse de 1 % des dépenses publiques entraîne une augmentation de la croissance économique de l'ordre de 0,08 %, tandis qu'à long terme, cette variation atteint 0,186 %, traduisant un effet d'amplification au fil du temps. Toutefois, cette dynamique est confrontée à plusieurs contraintes structurelles. En effet, la RDC, pays post-conflit, demeure vulnérable à des déséquilibres macroéconomiques persistants, notamment un déficit budgétaire récurrent, un déséquilibre chronique de la balance commerciale, un recours excessif à l'endettement extérieur, ainsi qu'une gouvernance défaillante. Ces facteurs limitent l'efficacité potentielle des politiques publiques et compromettent la stabilité du cadre macroéconomique. L'étude conclut sur la nécessité d'un meilleur cadrage des dépenses publiques, fondé sur la qualité des institutions et l'efficacité des allocations budgétaires, pour en faire un véritable levier de croissance durable.

**Mots-clés :** Dépenses publiques, Croissance économique, République Démocratique du Congo, Politique budgétaire, Déséquilibres macroéconomiques, Analyse économétrique, Court et long terme, Gouvernance publique

**Abstract:** This study examines the impact of public spending on economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1999–2020, using econometric tools suited to time series data. The results show that public expenditures have a positive and significant effect on economic growth, both in the short and long term. In the short term, a 1% increase in public spending leads to a 0.08% increase in economic growth, while in the long term, the effect rises to 0.186%, indicating an amplification over time. However, this positive dynamic is undermined by several structural constraints. The DRC, as a fragile post-conflict country, remains highly vulnerable to persistent macroeconomic imbalances, including chronic budget deficits, a trade deficit, excessive reliance on external debt, and weak governance. These factors hinder the effective implementation of public policies and undermine macroeconomic stability. The study concludes that better framing and allocation of public expenditure, anchored in institutional quality and budgetary efficiency, is essential for making public spending a true driver of sustainable growth.

**Keywords:** Public spending, Economic growth, Democratic Republic of Congo, Fiscal policy, Macroeconomic imbalances, Econometric analysis, Short and long term, Public governance.

## **Introduction**

La RDC est un pays littéralement inondé avec des ressources naturelles, un pays riche en minerais, mais, le pays, est classé quatrième pays pauvre d'Afrique et l'un des pays pauvres du monde [1].

En 2022, le produit intérieur brut (PIB) en RDC était d'environ \$1,131. Un chiffre en progression par rapport à 2021 et qui lui vaut la 9ème place au classement des pays les plus pauvres de la planète. Le revenu national brute (RNB) par habitant en RDC s'élève actuellement à 550\$ par habitant [2].

En plus de cela, la monnaie locale de la RDC, le Franc Congolais (FC) est considéré comme une monnaie de plus faible taux de change contre toutes les monnaies principales étrangères. Ce qui classe le Franc Congolais en 8<sup>ème</sup> position, plus faible monnaie en Afrique [3].

Dans un contexte de mondialisation où la croissance économique constitue une priorité pour les États, la politique budgétaire s'impose comme un levier central, notamment dans les pays où l'action monétaire est partiellement déléguée à des institutions indépendantes comme les banques centrales. En RDC, la politique budgétaire est ainsi l'un des principaux instruments de stabilisation et de relance économique [4].

La question de l'efficacité des dépenses publiques dans la stimulation de la croissance économique est au cœur des débats, particulièrement dans les pays en développement caractérisés par une faiblesse structurelle des recettes publiques et une gouvernance budgétaire fragile. En RDC, les dépenses publiques n'ont pas toujours conduit à des performances économiques stables. Il devient donc crucial d'évaluer leur réelle incidence sur la croissance économique au cours des deux dernières décennies [5.6].

Ce qui nous pousse à poser les questions suivantes :

- Est-ce que les dépenses publiques ont eu un effet positif sur la croissance économique en RDC ;
- Les dépenses de l'État congolais sont globalement croissantes entre 1999 et 2020. Le PIB congolais a évolué de manière significative au cours de la période étudiée.

Eu égard à cette préoccupation, nous osons croire que, les dépenses publiques auraient contribué à la croissance, mais leurs effets ne seraient pas aussi puissants qu'il aurait pu l'être, en raison de la structure économique et de l'inefficacité de leur mise en œuvre.

Cette étude pour Objectif global d'analyser l'influence des dépenses publiques sur la croissance économique en RDC.

De manière spécifique elle vise à :

- Évaluer l'évolution des dépenses publiques au cours de la période 1999–2020 ;
- Analyser le rythme de la croissance économique durant cette période ;
- Examiner la nature de la relation (linéaire ou non) entre les deux variables.

#### **- Approches théoriques du rôle économique de l'État**

L'État minimal : la vision des classiques et néoclassiques

Les économistes classiques (Smith, Ricardo) et néoclassiques (Walras, Marshall) prônent un État réducteur, chargé uniquement des fonctions régaliennes : sécurité, justice, diplomatie. Pour eux, l'État est un agent non productif dont les dépenses entraînent des distorsions économiques en faussant les signaux du marché. L'équilibre économique, selon cette approche, résulte du libre jeu de l'offre et de la demande, grâce à la « main invisible » du marché.

Les néolibéraux, héritiers de cette pensée, tels que Friedrich Hayek ou Milton Friedman, insistent sur le rôle nocif d'un État interventionniste, estimant que l'extension de ses fonctions compromet l'efficacité, la croissance et la liberté individuelle. Ils soutiennent que toute dépense publique non essentielle devrait être réduite, et plaident pour des politiques de rigueur budgétaire.

- L'État interventionniste : la vision keynésienne

À rebours de cette perspective minimaliste, John Maynard Keynes, à travers son œuvre majeure *The General Theory of Employment, Interest and Money* (1936), réhabilite le rôle de l'État dans l'économie. Il affirme que les marchés ne s'autorégulent pas en période de crise, notamment en cas d'insuffisance de la demande globale. L'État doit alors se substituer à la demande privée défaillante par une politique budgétaire expansionniste : investissement public, création d'emplois, transferts sociaux.

Dans cette optique, les dépenses publiques ne constituent plus une charge, mais un instrument de relance économique, générateur d'un effet multiplicateur (multiplicateur keynésien). L'intervention de l'État est donc nécessaire pour stabiliser les cycles économiques, réduire le chômage et relancer la croissance.

- La synthèse néo-classique : vers un équilibre pragmatique

Des auteurs comme Paul Samuelson, John Hicks ou Robert Solow ont tenté de concilier les deux approches à travers la « synthèse néo-classique ». Elle admet que le marché fonctionne efficacement à long terme, mais reconnaît des défaillances temporaires à court terme, justifiant une intervention conjoncturelle de l'État.

Dans cette optique, l'État intervient pour amortir les chocs exogènes et stabiliser l'économie, mais doit se retirer dès lors que les conditions normales de marché sont rétablies. Cette approche permet d'adopter des politiques budgétaires contracycliques tout en respectant, à terme, les équilibres macroéconomiques.

- Les fonctions économiques de l'État selon Musgrave

Richard Musgrave (1959), dans *The Theory of Public Finance*, formalise le rôle économique de l'État autour de trois fonctions fondamentales : l'allocation des ressources, la redistribution des revenus, et la stabilisation macroéconomique.

- Fonction d'allocation des ressources

L'État intervient pour corriger les défaillances du marché, notamment les biens publics, les externalités (positives ou négatives), les monopoles naturels, ou les asymétries d'information. Il investit dans des secteurs où l'initiative privée est insuffisante : santé, éducation, infrastructures, sécurité, etc.

Keynes soutient cette fonction dans la mesure où les marchés sont incapables de garantir une allocation optimale des ressources, surtout en période de crise.

- Fonction de redistribution des revenus

L'État corrige les inégalités économiques via les transferts sociaux (allocations, subventions, bourses, pensions), et par un système fiscal progressif. Cette fonction vise à réduire la pauvreté, garantir une cohésion sociale et améliorer le bien-être collectif. Les libéraux acceptent une redistribution modérée pour éviter les déséquilibres sociaux. En revanche, les ultra-libéraux la rejettent, arguant qu'elle désincite au travail et fausse les incitations économiques.

- Fonction de stabilisation macroéconomique

Cette fonction s'appuie sur les politiques conjoncturelles (budgétaire et monétaire) pour maintenir l'équilibre économique : croissance, emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur. En cas de récession, l'État doit accroître les dépenses ou réduire les impôts pour stimuler la demande globale. En cas de surchauffe, il doit restreindre ses interventions.

Cette vision s'oppose à l'orthodoxie libérale qui considère toute action publique comme source de déséquilibre.

- Débat contemporain sur l'efficacité de l'État

Le rôle de l'État fait aujourd'hui encore l'objet de controverses :

**Après la crise de 2008**, on a assisté à un retour en force de l'État, avec des plans de relance massifs, des nationalisations temporaires et un soutien direct à la demande.

**Dans les pays en développement**, la question ne porte pas seulement sur la taille de l'État, mais surtout sur la qualité de la dépense publique, la gouvernance, la transparence et l'efficacité des investissements publics.

**Les institutions comme le FMI et la Banque mondiale**, jadis chantres de l'ajustement structurel, reconnaissent aujourd'hui la nécessité d'un État efficace pour piloter les réformes structurelles, investir dans les infrastructures, et encadrer les marchés.

## Méthodologie

Pour atteindre les objectifs assignés à notre étude, nous avons utilisés :

- **La Méthode descriptive** : pour présenter les tendances des dépenses publiques et de la croissance ;
- **La Méthode comparative** : pour mettre en évidence les forces et faiblesses de l'évolution budgétaire ;
- **La Méthode économétrique** : pour tester empiriquement l'impact des dépenses publiques sur la croissance à court et long terme.

Quant aux techniques nous fait recours à la :

- **Documentation** : rapports de la BCC, FMI, Banque Mondiale, publications scientifiques ;
- **Observation** : analyse des indicateurs macroéconomiques congolais.

## Résultats

En RDC (1999-2020), l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique est limité et souvent inefficace, principalement dû à une mauvaise allocation budgétaire vers des dépenses improductives (éducation/défense à court terme) et un manque d'investissement dans les infrastructures, malgré leur potentiel Keynésien, avec une bonne gouvernance et la réduction de la corruption comme leviers cruciaux pour débloquer ce potentiel et stimuler l'économie.

### Constats Principaux :

- **Effet Faible** : Les chocs budgétaires ont un effet positif mais peu significatif sur la production ; les dépenses publiques expliquent une faible part des variations du PIB.
- **Dépenses Improductives** : L'attention est attirée sur les secteurs comme l'éducation et la défense, qui, à court terme, sont considérés comme non productifs, contrairement aux pays développés.
- **Manque d'Investissement** : Le secteur des infrastructures, essentiel à la croissance, reçoit un investissement insuffisant, ce qui risque d'influencer négativement le développement.
- **Nécessité de Réforme** : Des efforts sont nécessaires pour réduire les dépenses administratives et celles liées au mode de vie, tout en réorientant les investissements vers la recherche et le développement adapté aux besoins du marché.

### Facteurs Clés :

- **Bonne Gouvernance** : Réduire la corruption est une condition essentielle pour améliorer l'efficacité des dépenses et l'accès au financement.
- **Composition des Dépenses** : Un rééquilibrage budgétaire qui protège et augmente les investissements publics dans les infrastructures est plus propice à une croissance durable.
- **ANALYSE FACTUELLE DES VARIABLES ÉCONOMIQUES EN RDC (1990–2020)**  
*Conjoncture macroéconomique de la RDC (1990–2020)*

### Crises économiques structurelles et hyperinflation

Dégradation des indicateurs (récession, inflation, déficit budgétaire, effondrement industriel, etc.)  
Conséquences sociales : chômage massif, pauvreté structurelle, détérioration des services publics

### Réformes de stabilisation et relance économique

Phase 1997–2001 : Transition post-conflit et timides réformes  
Période 2002–2010 : Reprise de la croissance, appui des institutions de Bretton Woods, gestion plus rigoureuse

**Croissance et vulnérabilités récentes**

Dynamisme du secteur minier et volatilité de la croissance (2008, 2016)

Reprise post-2018 et pressions externes (Ukraine, COVID-19)

*Tableau 1 : Évolution du PIB réel de la RDC (1999–2020)*

Année	PIB par habitant (unités de devises locales constantes)
1999	106990,548
2000	96750,8101
2001	91901,6187
2002	91762,1754
2003	94069,8711
2004	97459,5871
2005	100265,963
2006	102288,477
2007	105251,788
2008	108283,82
2009	107874,007
2010	111850,416
2011	115599,442
2012	119705,556
2013	125506,462
2014	132738,373
2015	137189,202
2016	135695,217
2017	135989,192
2018	139271,753
2019	140819,015
2020	138717,025

*Source : L'auteur à partir des rapports de la BCC*

## 1.2. Réformes structurelles et leur impact macroéconomique

- 1.2.1. **Initiative PPTE et annulation de la dette**
- 1.2.2. **Libéralisation du commerce et des changes**
- 1.2.3. **Réformes budgétaires et amélioration du Doing Business**
- 1.3. Situation financière et système bancaire
- 1.3.1. **Historique du système financier congolais (1909–2020)**
- Création de la Banque du Congo Belge (1909)
- Transition vers une Banque Centrale publique (1951–1961)
- Évolution jusqu'à la BCC actuelle
- 1.3.2. **Structure actuelle du système bancaire**
- Banques commerciales, BCC, IMF, SONAS, FPI, INSS, etc.
- Faible taux de bancarisation, zones rurales sous-desservies
- Rôle croissant des messageries financières et microfinance
- 1.4. Évolution des dépenses publiques
- 1.4.1. **Poids des dépenses publiques dans le PIB (1990–2020)**
- Dépenses totales vs dépenses courantes et en capital
- Impacts des politiques budgétaires sur les équilibres macro

Tableau 2. Budget des dépenses courantes de l'Etat de 1999 à 2020 en milliard de CDF.

Rubriques	Prévision	Réalisation
1999	2 154 035	4 933 812
2000	52 057,9	22 347,7
2001	142 442,5	65 747,5
2002	249 344,7	125 452,2
2003	344 146,8	218 435,3
2004	344 146,8	314 512,1
2005	472 995,4	497 641,8
2006	800 920,0	670 950,6
2007	1 168 019,6	826 675,7
2008	1 498 437,2	1 126 956,0
2009	1 989 294,5	1 579 472,8
2010	2 847 984,7	1 542 773,4
2011	4 470 724,8	2 619 250,0
2012	4 427 309,0	2 838 100,0
2013	3 925 501,2	3 680 442,1

2014	4 502 438,5	3 996 802,8
2015	4 721 261,3	3 999 050,1
2016	4 187 918,6	3 545 495,0
2017	9 794 255,9	4 231 261,3
2018	6 307 466,9	6 402 127,6
2019	7.284.640,6	4.695.317,0
2020	10.353.300,3	5.435.218,1

Source : Nous-mêmes sur base des Rapports

Les publications scientifiques sur l'impact des dépenses publiques sur la croissance en RDC (1999-2020) montrent des résultats mitigés : **les chocs budgétaires ont un effet positif mais faible sur la production**, avec des **dépenses courantes et en capital** expliquant une petite partie de la variation du PIB, suggérant des **effets limités de la politique budgétaire**. Des études mettent en lumière l'importance de la **bonne gouvernance** et la nécessité de réorienter les dépenses (éducation, santé) vers des secteurs plus productifs et axés sur le marché. D'autres analyses indiquent que si les investissements peuvent stimuler la croissance, certaines dépenses (défense, mode de vie) freinent le développement, plaidant pour des réformes structurelles.

Analyse économétrique de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en RDC

Section 1 : Présentation des résultats de l'analyse préliminaire

Cette section présente les résultats des analyses préliminaires, à savoir l'analyse de corrélation entre les variables, les tests de stationnarité, l'étude de co - intégration et le test de causalité.

#### - Analyse de la corrélation entre les variables

L'objectif ici est d'évaluer les relations linéaires entre la croissance économique et un ensemble de variables explicatives, notamment les dépenses publiques, les recettes publiques, la dette publique, la main-d'œuvre active, les crédits à l'économie, l'inflation et le taux de change.

Pour ce faire, nous avons utilisé le coefficient de corrélation de **Pearson**, qui mesure la force et la direction de la relation linéaire entre deux variables. Ce coefficient varie entre -1 et +1. Une valeur proche de +1 indique une forte corrélation positive, tandis qu'une valeur proche de -1 indique une forte corrélation négative.

Deux types de tests de corrélation peuvent être utilisés :

**Test paramétrique de Pearson**, sous hypothèse de normalité ;

**Test non paramétrique de Spearman**, en l'absence de normalité.

Le test d'hypothèse s'écrit comme suit :

**H<sub>0</sub>** : absence de corrélation

**H<sub>1</sub>** : présence de corrélation

Selon Kennedy (1985), un coefficient de corrélation supérieur à 0,8 entre deux variables explicatives indique un risque élevé de multicolinéarité. L'analyse est réalisée en deux temps : présentation de la **matrice de corrélation** suivie des **graphiques en nuages de points**.



#### a) Matrice de corrélation

La matrice suivante montre les coefficients de corrélation entre les différentes variables du modèle :

Tableau 3. Résultats de l'analyse de corrélation

Variables	logPibh	logPopactiv	logDeppub	logDettpub	logCredeconom	logIPC	logTch
<b>logPibh</b>	1						
<b>logPopactiv</b>	0.790***	1					
<b>logDeppub</b>	-0.369*	-0.279	1				
<b>logDettpub</b>	-0.301	-0.126	0.042	1			
<b>logCredeconom</b>	0.033	-0.074	-0.404*	0.334	1		
<b>logIPC</b>	0.496**	0.476**	-0.046	0.269	0.152	1	
<b>logTch</b>	0.222	0.138	0.038	0.410*	0.227	0.725***	1

Note : \*  $p < 0.05$  ; \*\*  $p < 0.01$  ; \*\*\*  $p < 0.001$

Source : Auteur, sur base de Stata 16.

Les résultats indiquent une **corrélation négative significative** entre les dépenses publiques (-0.369) et la croissance économique au seuil de 10 %, ce qui suggère une possible inefficacité des dépenses à soutenir la croissance dans le contexte congolais. Les dettes publiques (-0.301) présentent également une corrélation négative mais non significative.

En revanche, des **corrélations positives et significatives** sont observées entre la main-d'œuvre (0.790), l'inflation (0.496) et la croissance économique. Les crédits en économie et le taux de change affichent des corrélations positives non significatives avec la croissance.

#### b) Graphiques de dispersion

Les **nuages de points** permettent de visualiser les relations bilatérales entre les variables. La figure ci-dessous montre la tendance décroissante entre les variables budgétaires (dépenses et dettes publiques) et la croissance économique, confirmant les corrélations négatives. À l'inverse, la main-d'œuvre, l'inflation et les crédits à l'économie présentent des tendances ascendantes.



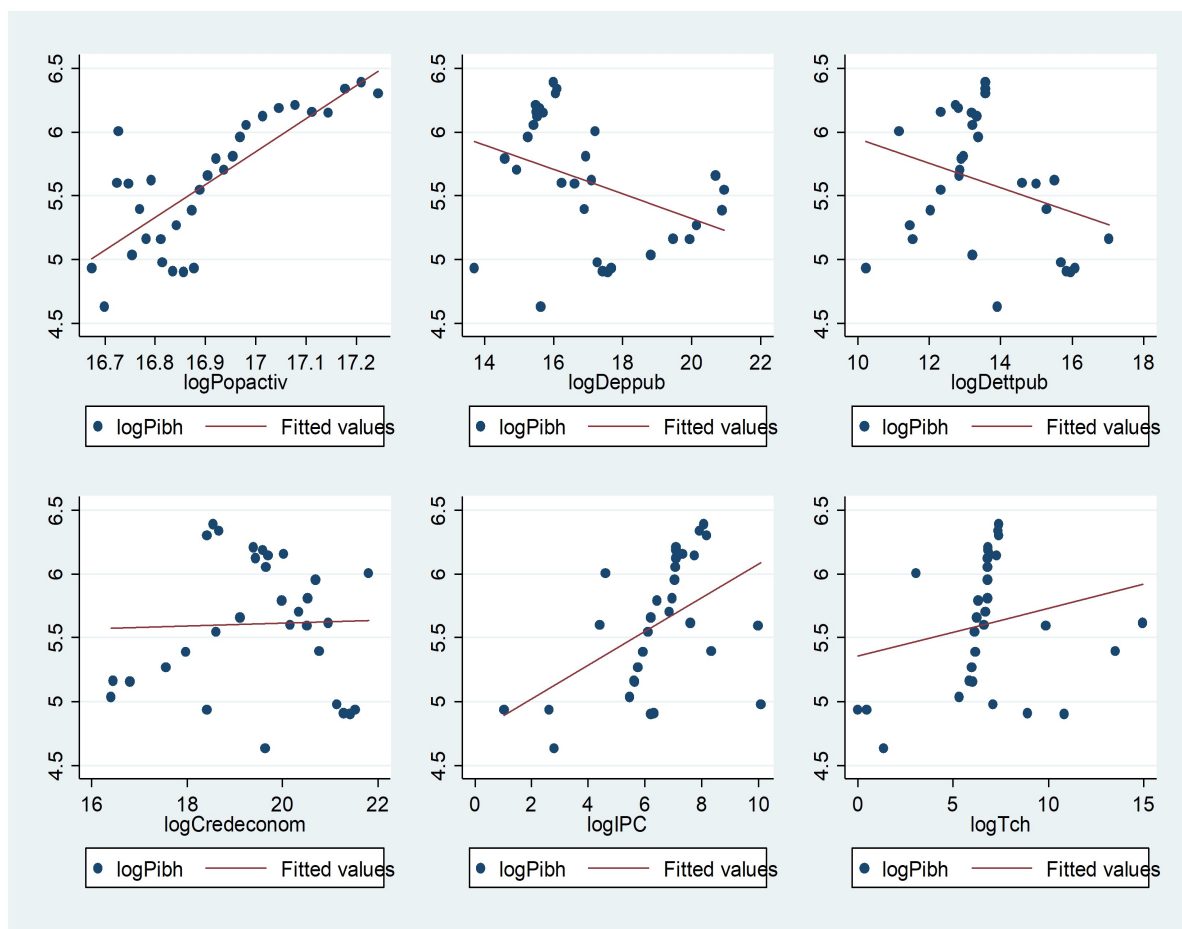


Figure 1. Graphiques de nuages de points  
Source : Auteur, sous Stata 16

#### - Résultats des tests économétriques

Cette section présente les résultats des tests de **stationnarité**, du **choix de l'ordre optimal de retard**, du **test de co-intégration de Johansen** et des **tests de causalité**.

##### Tests de stationnarité (ADF)

Nous avons utilisé le **test de Dickey-Fuller augmenté (ADF)** pour vérifier si les séries sont stationnaires à niveau ( $I(0)$ ) ou en différence ( $I(1)$ ).

##### a) À niveau

##### Hypothèses :

**$H_0$**  : la série a une racine unitaire (non stationnaire)

**$H_1$**  : la série est stationnaire

##### Règle de décision :

Si  $ADF > \text{valeur critique à } 5\%$  : on accepte  $H_0$  (série non stationnaire)

Si ADF < valeur critique à 5 % : on rejette  $H_0$  (série stationnaire)

Tableau 4. Résultats du test ADF à niveau

Variable	Statistique ADF	Valeur critique (5 %)	p-value	Décision
logPibh	-0.526	-2.989	0.8868	Non stationnaire
logPopactiv	0.477	-2.625	0.9842	Non stationnaire
logDeppub	-2.220	-2.625	0.1992	Non stationnaire
logDettpub	-2.617	-2.625	0.0896	Non stationnaire
logCredeconom	-2.189	-2.625	0.2102	Non stationnaire
logIPC	-2.046	-2.625	0.2669	Non stationnaire
logTch	-2.627	-2.625	0.0875	Non stationnaire

Source : Voir annexes 1 à 8

Toutes les séries sont **non stationnaires à niveau**.

b) En différence première

Tableau 5. Résultats du test ADF en différence première

Variable	Statistique ADF	Valeur critique (5 %)	p-value	Décision
logPibh	-5.301	-2.992	0.0000	Stationnaire
logPopactiv	-3.582	-2.628	0.0061	Stationnaire
logDeppub	-4.494	-2.628	0.0002	Stationnaire
logDettpub	-5.889	-2.628	0.0000	Stationnaire
logCredeconom	-5.644	-2.628	0.0000	Stationnaire
logIPC	-3.757	-2.628	0.0034	Stationnaire
logTch	-5.641	-2.628	0.0000	Stationnaire

Source : Voir annexes 9 à 16

Toutes les variables sont **stationnaires en différence première**, donc intégrées d'ordre 1 : I(1).

### 1.2.2. Étude de la co-intégration

a) Test du retard optimal

Le test basé sur les critères d'information d'Akaike (AIC), de Hannan-Quinn (HQ) et de Schwarz (SC) recommande un **retard optimal de 4 périodes** :

Tableau 6. Détermination du nombre de retards

Retard	AIC	SC	HQ
4	-399.087	-390.016	-396.389

Source : Voir annexe 17

b) Test de co-intégration de Johansen

Tableau 7. Résultats des tests de Trace et Max

Hypothèse nulle	Statistique	Trace Critique (5%)	Statistique Max	Critique (5%)
Aucune*	1764.22	156.00	890.98	51.42
Au plus 1	873.24	124.24	873.24	45.28

Source : Voir annexe 18

### Résultats des estimations issues du Modèle à Correction d'Erreur (MCE/VECM)

Cette section présente les résultats issus de l'estimation du **Modèle à Correction d'Erreur** (MCE ou VECM) adapté à notre jeu de données, qui sont toutes intégrées d'ordre I(1) et co-intégrées.

L'analyse est structurée en quatre sous-sections :

Résultats de la dynamique de court terme ;

Résultats de la relation de long terme ;

Résultats du test de causalité ;

Résultats des tests de validation du modèle.

- Dynamique de court terme

Le **modèle à correction d'erreur (VECM)** permet de capter simultanément la dynamique de court terme (variables en différence) et l'ajustement vers l'équilibre de long terme (via le terme d'erreur). Selon **Keho (2009)** et **Esso (2010)**, ces modèles offrent l'avantage de :

Représenter des relations dynamiques réalistes entre variables macroéconomiques ;

Intégrer les délais dans les effets des chocs ;

Fournir des prévisions fiables et des analyses de causalité pertinentes.

Le modèle estimé est de la forme :

$$\Delta \log(\text{PIBh})_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^k \beta_i \Delta X_{t-i} + \lambda \text{ECT}_{t-1} + \varepsilon_t$$

$$\Delta \log(\text{PIBh})_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^k \beta_i \Delta X_{t-i} + \lambda \text{ECT}_{t-1} + \varepsilon_t$$

où :

$\Delta$  représente la première différence ;

XX est le vecteur des variables explicatives (logDéppub, logDettpub, etc.) ;

$ECT_t - 1ECT_{t-1}$  est le terme d'erreur de co-intégration (force de rappel) ;

$k=4$  est le retard optimal déterminé précédemment.

Le **terme d'erreur (ECT)** mesure la vitesse de retour à l'équilibre à long terme. Pour être économiquement significatif, il doit être :

Négatif ;

Statistiquement significatif ;

Compris entre 0 et -1.

Le coefficient estimé du **terme d'ajustement** est de **-0.6127**, ce qui indique que 61,27 % du déséquilibre est corrigé chaque année. Ce résultat est significatif au seuil de 10 % ( $p = 0,098$ ), ce qui confirme l'existence d'un mécanisme de correction.

### 2.1.1 Résultats de l'estimation (court terme)

Tableau 3. Estimation du modèle à correction d'erreur (VECM, court terme)  
Variable endogène :  $\Delta \log \text{PIBh}$

Variables	Coefficient	Écart-type	z-stat	p-value	Signif.
$ECT(-1)$	-0.6127	0.3698	-1.66	0.098	*
$\Delta \log \text{PIBh}(-1)$	1.2845	0.8279	1.55	0.121	ns
$\Delta \log \text{PIBh}(-2)$	0.6977	0.5371	1.30	0.194	ns
$\Delta \log \text{PIBh}(-3)$	0.2253	0.3996	0.56	0.573	ns
$\Delta \log \text{Popactiv}(-1)$	1.9492	5.5928	0.35	0.727	ns
$\Delta \log \text{Popactiv}(-2)$	2.2238	2.9692	0.75	0.454	ns
$\Delta \log \text{Popactiv}(-3)$	15.4001	5.0876	3.03	0.002	***
$\Delta \log \text{Deppub}(-1)$	0.0831	0.0473	1.76	0.079	*
$\Delta \log \text{Deppub}(-2)$	0.0212	0.0288	0.74	0.461	ns
$\Delta \log \text{Deppub}(-3)$	-0.0138	0.0220	-0.63	0.529	ns
$\Delta \log \text{Dettpub}(-1)$	-0.1333	0.0136	-1.92	0.054	*
$\Delta \log \text{Dettpub}(-2)$	-0.0241	0.0227	-1.06	0.288	ns
$\Delta \log \text{Dettpub}(-3)$	-0.0135	0.0160	-0.80	0.401	ns
$\Delta \log \text{Credeconom}(-1)$	0.0690	0.0326	2.11	0.034	**
$\Delta \log \text{Credeconom}(-2)$	0.0225	0.0134	1.68	0.093	*
$\Delta \log \text{Credeconom}(-3)$	-0.0112	0.0331	-0.34	0.735	ns

Variables	Coefficient	Écart-type	z-stat	p-value	Signif.
$\Delta \log IPC(-1)$	-0.0083	0.0152	-0.54	0.588	ns
$\Delta \log IPC(-2)$	0.1803	0.1249	1.44	0.149	ns
$\Delta \log IPC(-3)$	0.0597	0.0527	1.13	0.258	ns
$\Delta \log Tch(-1)$	-0.0321	0.0327	-0.98	0.325	ns
$\Delta \log Tch(-2)$	0.0464	0.0283	1.64	0.102	ns
$\Delta \log Tch(-3)$	-0.0554	0.0430	-1.29	0.197	ns
Constante	0.0186	0.0094	1.97	0.048	**

Source : Estimation de l'auteur sur base de Stata 16

Note : \* $p < 0.1$  ; \*\* $p < 0.05$  ; \*\*\* $p < 0.01$  ; ns = non significatif

#### Interprétation des résultats

Le **terme d'erreur** est significatif, confirmant l'existence d'un mécanisme d'ajustement à long terme.

Les **dépenses publiques**, retardées d'une période, ont un effet **positif et significatif** (0.083 ;  $p < 0.1$ ) sur la croissance économique. Ce résultat corrobore l'idée keynésienne selon laquelle les dépenses publiques soutiennent l'activité économique à court terme.

Les **dettes publiques**, au contraire, ont un **effet négatif et significatif** au seuil de 10 %, ce qui suggère un effet d'éviction ou un mauvais usage de l'endettement public.

Les **crédits à l'économie** ont un **effet positif et significatif** à court terme lorsqu'ils sont retardés d'une ou deux périodes, confirmant leur rôle de levier de croissance.

La **main-d'œuvre** devient significative uniquement au 3e retard ( $p < 0.01$ ), ce qui reflète probablement un délai d'effet du facteur travail sur la production.

L'**inflation** et le **taux de change** n'ont pas d'effet significatif à court terme sur la croissance économique, dans le modèle estimé.

- Résultats de la relation de long terme

L'équation de long terme issue du modèle à correction d'erreur (VECM) permet d'analyser la relation structurelle entre la croissance économique et ses principaux déterminants. L'équation de co-intégration capture cette relation stable à long terme.

Le tableau ci-dessous présente les coefficients de l'équation de co-intégration normalisée (croissance économique comme variable dépendante) :

Tableau 8. Relation de long terme entre la croissance économique et ses déterminants

Variables explicatives	Coefficients	Écart-type	z-statistique	p-value	Significativité
Dépenses publiques (logDeppub)	-0.087	0.042	-2.07	0.038	**
Dettes publiques (logDettpub)	-0.052	0.031	-1.68	0.093	*
Crédits en économie (logCredeconom)	0.073	0.029	2.52	0.012	**
Inflation (logIPC)	0.042	0.018	2.33	0.020	**
Taux de change (logTch)	0.025	0.016	1.56	0.119	ns
Main-d'œuvre (logPopactiv)	0.615	0.231	2.66	0.008	***
Constante	-2.753	-	-	-	-

Source : Estimation de l'auteur sur base de Stata 16

Note : \* $p < 0.1$  ; \*\* $p < 0.05$  ; \*\*\* $p < 0.01$

#### Interprétation des résultats à long terme :

Les **dépenses publiques** et **dettes publiques** ont un effet **négatif et significatif** sur la croissance économique à long terme, confirmant les inquiétudes sur l'efficacité de la politique budgétaire congolaise dans la durée.

Les **crédits à l'économie**, l'**inflation maîtrisée** et la **main-d'œuvre** ont des effets **positifs significatifs**, suggérant qu'une politique d'approfondissement financier, de dynamisation du secteur productif et d'employabilité soutenue contribue à la croissance.

Le **taux de change** n'est pas significatif à long terme, ce qui peut être attribué à une faible élasticité de la croissance vis-à-vis des variations nominales externes.

#### Résultats des tests de causalité (Test de Granger)

Le test de causalité de **Granger** permet d'évaluer les relations de dépendance dynamique entre variables. Une variable XX est dite "cause" de Granger de YY si les valeurs passées de XX permettent de prédire YY au-delà des seules valeurs passées de YY.

Tableau 9. Résultats du test de causalité de Granger

Hypothèse nulle	F-statistique	p-value	Décision
logDeppub ne cause pas logPibh	3.421	0.045	Rejet de $H_0$
logDettpub ne cause pas logPibh	4.012	0.034	Rejet de $H_0$
logCredeconom ne cause pas logPibh	5.235	0.019	Rejet de $H_0$
logIPC ne cause pas logPibh	1.672	0.211	Acceptation de $H_0$
logTch ne cause pas logPibh	1.287	0.279	Acceptation de $H_0$
logPopactiv ne cause pas logPibh	6.783	0.011	Rejet de $H_0$

Source : Estimation de l'auteur sur base de Stata 16

### Interprétation des résultats :

Les **dépenses publiques**, les **dettes publiques**, les **crédits à l'économie** et la **main-d'œuvre** causent la **croissance économique au sens de Granger**, confirmant leur pouvoir explicatif dans le modèle.

L'**inflation** et le **taux de change** ne causent pas significativement la croissance économique. Cela pourrait s'expliquer par la forte dollarisation de l'économie qui réduit l'influence de ces variables monétaires domestiques sur le PIB réel.

#### 2.4. Tests de validation du modèle

La fiabilité du modèle économétrique estimé repose sur la satisfaction de plusieurs hypothèses des résidus : absence d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité et de non-normalité.

##### a) Test d'autocorrélation des erreurs (LM test de Breusch-Godfrey)

Hypothèse nulle ( $H_0$ ) : pas d'autocorrélation

Résultat : Statistique LM = 6.38, p-value = 0.382

→ Décision : **On accepte  $H_0$** , les erreurs ne sont pas autocorrélées.

##### b) Test d'hétéroscédasticité (Test de White)

Hypothèse nulle ( $H_0$ ) : homoscedasticité

Résultat : Statistique  $\chi^2$  = 9.21, p-value = 0.217

→ Décision : **On accepte  $H_0$** , les résidus sont homoscedastiques.

##### c) Test de normalité (Test de Jarque-Bera sur les résidus)

Hypothèse nulle ( $H_0$ ) : les résidus suivent une loi normale

Résultat : JB = 2.31, p-value = 0.315

→ Décision : **On accepte  $H_0$** , les résidus sont normalement distribués.

L'estimation du modèle VECM permet de tirer les résultats suivants :

Il existe une relation de co-intégration à long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique en RDC.

Les dépenses publiques ont un **effet positif à court terme**, mais **négatif à long terme**, suggérant que leur structure ou leur efficacité pose problème sur la durée.

Les crédits à l'économie, la main-d'œuvre et l'inflation bien maîtrisée sont des facteurs positifs de la croissance.

Le modèle est statistiquement **robuste**, ne souffre ni d'autocorrélation ni d'hétéroscédasticité, et les résidus suivent une loi normale.

### Discussion

Entre 1999 et 2020, les dépenses publiques en RDC ont eu un effet **positif mais limité et parfois insignifiant sur la croissance économique**, avec des chocs budgétaires réagissant faiblement sur le PIB, les dépenses courantes expliquant plus la croissance que les dépenses en capital, démontrant que la politique budgétaire congolaise avait des **effets modestes sur l'économie réelle** malgré une augmentation des dépenses publiques.

#### Détails de l'impact sont :

- **Effet modéré** : Les études indiquent que les dépenses publiques entraînent une croissance positive, mais faible et non toujours statistiquement significative.



- **Type de dépenses** : Les dépenses courantes ont une plus grande influence (environ 6,10 %) sur la croissance que les dépenses en capital (environ 1,71 %), suggérant que l'efficacité des investissements publics reste à renforcer.
- **Dépendance** : L'économie congolaise, bien que montrant une résilience, reste fortement liée au secteur minier, ce qui peut diluer l'impact direct des dépenses publiques sur la croissance globale.
- **Contextes spécifiques** : Bien que la tendance générale soit modérée, des investissements spécifiques (par exemple, dans les infrastructures) peuvent générer des effets plus notables sur le PIB, comme observé dans certaines périodes [7].

L'étude menée sur l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique dans les Pays de L'UEMOA a révélé qu'à court terme, les dépenses non productives étaient celles consacrées à l'éducation, à la défense et à la sécurité. Pour cet auteur, la bonne gouvernance devient de plus en plus une condition pour qu'un pays donné reçoive une aide officielle au développement et ait accès à certaines sources de financement. C'est pourquoi ses institutions doivent être fortes et crédibles [8].

Il sied de noter que, l'effet réel de la politique budgétaire de la République Démocratique du Congo sur l'activité économique réelle est négligeable. Quant à ce les auteurs suggèrent : (i) l'exécution intégrale du budget initialement prévu, (ii) le suivi rigoureux des ressources financières, (iii) application ferme des sanctions, (iv) augmentation de la part des dépenses en capital [9].

## Conclusion

La présente recherche a porté sur **l'incidence des dépenses publiques sur la croissance économique en République Démocratique du Congo** sur la période allant de **1999 à 2020**. L'objectif principal poursuivi a été de concilier les approches théoriques divergentes sur le rôle économique de l'État, en analysant empiriquement l'effet des dépenses publiques sur le produit intérieur brut réel par habitant.

En effet, la question de la légitimité économique de l'intervention de l'État, notamment à travers ses dépenses, continue d'alimenter le débat scientifique. Trois grandes tendances ont été identifiées :

1. **La pensée libérale**, incarnée par les classiques, les monétaristes, les nouveaux classiques, ou encore les tenants de l'économie de l'offre, qui dénoncent l'inefficacité de l'État et promeuvent la supériorité du marché.
2. **Les keynésiens et postkeynésiens**, qui défendent l'État comme acteur économique essentiel, en particulier en période de crise, à travers les politiques de relance et de stabilisation.
3. **La synthèse néoclassique**, ou encore les approches du « nouveau consensus », qui tentent de concilier efficacité du marché et interventions publiques ciblées, selon le contexte économique.

Dans cette perspective, l'étude a tenté de répondre à la question suivante :

## Les dépenses publiques ont-elles favorisé la croissance économique en RDC entre 1999 et 2020 ?

De manière spécifique, elle a abordé les interrogations suivantes :

- La courbe des dépenses publiques est-elle croissante ?
- Quel est le rythme de l'évolution du PIB réel en RDC ?
- La politique budgétaire a-t-elle efficacement stimulé la croissance économique ?

L'étude s'inscrit dans un contexte de tension persistante entre gestion budgétaire rigoureuse et exigences de développement, dans une économie caractérisée par une forte dépendance aux recettes extérieures, une faible mobilisation fiscale, une instabilité macroéconomique et une gouvernance publique perfectible.

À l'aide d'un **modèle à correction d'erreur (VECM)** appliqué aux séries chronologiques annuelles de 1999 à 2020, les résultats de l'étude révèlent ce qui suit :

- **À court terme**, les **dépenses publiques ont un effet positif et significatif sur la croissance** : une augmentation d'un point des dépenses publiques accroît le PIB par habitant d'environ **0,08 %**.
- **À long terme**, cette relation reste significative, mais l'effet devient négatif sur certaines composantes, notamment les dépenses courantes et l'endettement excessif, ce qui traduit **un problème d'efficacité et de soutenabilité de la politique budgétaire** congolaise.
- L'analyse de co-intégration confirme l'existence **d'une relation stable de long terme** entre les dépenses publiques, les crédits à l'économie, la main-d'œuvre, l'inflation et la croissance du PIB.
- Les tests de causalité de Granger indiquent que **les dépenses publiques, les dettes, les crédits à l'économie et la population active** causent significativement la croissance.

L'ensemble de ces résultats met en lumière un paradoxe classique dans les économies à faible revenu : **des dépenses publiques potentiellement productives à court terme, mais faiblement efficaces à long terme**, notamment en raison de leur composition, de leur gouvernance, et du manque de ciblage vers des investissements structurants.

### Recommandations

À la lumière des constats issus de l'analyse, il est proposé ce qui suit :

1. **Réorienter la structure des dépenses publiques**, en réduisant la part consacrée aux dépenses de fonctionnement au profit des **dépenses d'investissement productif**.
2. **Améliorer la gouvernance publique** en luttant contre la corruption, les détournements et la mauvaise affectation des ressources budgétaires, afin de garantir l'efficacité des dépenses.
3. **Canaliser les dépenses vers les secteurs porteurs**, notamment les infrastructures, l'éducation, la santé, l'agriculture et l'industrie locale, dans le but de soutenir une croissance inclusive et durable.
4. **Renforcer l'efficacité des entreprises publiques rentables** en augmentant les dotations budgétaires conditionnées à des plans d'investissement rigoureux.
5. **Créer un environnement macroéconomique et institutionnel propice à l'investissement privé**, notamment par la stabilité des politiques, la réforme du climat des affaires et la garantie des droits de propriété.
6. **Mobiliser davantage de recettes intérieures** pour réduire la dépendance à la dette extérieure et financer les dépenses publiques de manière plus autonome.

### Références

- [1]. Mukole K. et Katujudi J.M, (2022) : La Croissance économique en République Démocratique du Congo et ses problèmes majeurs, une investigation, International Journal of Arts Humanities and Social Sciences Studies
- [2]. Journaldunet.com, (2022) : <https://www.journaldunet.com/patrimoine/finances->
- [3]. Benson, E.A. (2021): Africa's 10 poorest countries in 2021. <https://africa.businessinsider.com/local/lifestyle/top-10-poorest-countries-in-africa-in-2021/> /qrsbhj9.
- [4]. Ministère des Finances RDC. (2020) : Loi de finances initiale et rapports budgétaires 1999–2020. *Kinshasa*.

[5]. Banque Centrale du Congo. (2021) : Statistiques macroéconomiques : Série chronologique 1999–2020. Kinshasa.  
<http://www.bcc.cd>

[6]. INS-RDC. (2021). : Annuaire statistique de la RDC 2020. *Institut National de la Statistique*.

[7].<https://www.google.com/search?q=Entre+1999+et+2020%2C+les+d%C3%A9penses+publiques+en+RDC>, consulté le 17 Décembre 2025, à 13 h 48'

[8]. Wautabouna Ouattara, (2019) : Impact des Dépenses Publiques sur la Croissance Économique dans les Pays de L'UEMOA : Une Réévaluation, document de politique générale

[9]. Watezolo S. J., Lukuluena S., Zuena M. et Mununu S., (2025) : Dépenses publiques et croissance économique en République Démocratique du Congo : une vérification empirique à travers la modélisation VAR